

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 14/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAUR**

ALLEE DE LA SEYNES

--

47310 Ste Colombe En Bruilhois

Références : IC/SMUbD24-47/2025/134  
Code AIOT : 0003102017

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement SAUR implanté 31 Chemin du Roc -- 47200 Marmande. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Divers incidents liés au chlore ont été recensés en France et en Italie dans des piscines municipales ou autres établissements manipulant du chlore. Ces événements ont nécessité l'intervention des secours, l'évacuation des établissements et des hospitalisations. Des établissements ont dû faire l'objet d'une fermeture temporaire.

Une action de contrôle est conséquemment menée par la DREAL Nouvelle Aquitaine au sein des installations classées sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4710 - chlore - de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAUR
- 31 Chemin du Roc -- 47200 Marmande
- Code AIOT : 0003102017
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'unité de production d'eau potable du petit Mayne à Marmande relève de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 4710 (DC).

Le contrat de Délégation de Service Public eau potable anciennement détenu par VEOLIA, est signé avec la SAUR en 2019 lui conférant la gestion du service d'eau potable.

La station de production d'eau potable du Petit Mayne à Marmande, alimente plus de 8 000 foyers de Marmande. Elle est alimentée principalement par l'eau de la Garonne (Prise d'eau en Garonne), la nappe alluviale superficielle (2 puits), et par la nappe phréatique (2 forages en secours).

Les étapes de traitement de l'eau de la station sont :

- 1 prétraitement
- 2 Décantation lestée sur décanteur de type Fluorapide
- 3 Filtration bi-couche (sable + charbon)
- 4 Traitement ozone
- 5 Traitement chlore pour la rémanence

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
4	Aménagement et organisation des stockages	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et locaux d'emploi		
5	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
8	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet
9	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9	Sans objet
10	Moyens de traitement	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entretient correctement son site en assurant un contrôle régulier de ses installations afin d'éviter un accident. Il a la connaissance des produits utilisés et les aménagements de l'armoire technique et du local de stockage sont en adéquation avec leurs dangers.

Toutefois, l'inspection a relevé quatre non-conformités pour lesquelles l'exploitant doit apporter des justifications dans le délai imparti.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantité de produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] - vérification de la quantité totale maximale au regard de la quantité totale déclarée ; - vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement
<b>Constats :</b>  L'unité de production d'eau potable a été déclarée le 01/08/2018 par VEOLIA - compagnie générale de l'eau, au titre de la rubrique ICPE 4710 -2 relative au chlore (numéro CAS 7782-50-5), et une capacité de 490 kg.  LA SAUR a repris la gestion de l'unité de production en 2019, et la déclaration du changement d'exploitant a été faite le 31/07/2025.

<p>Concernant la quantité totale présente dans l'installation, le responsable du site indique qu'il y a 2 bouteilles de 49 kg en fonctionnement et un stockage de 7 bouteilles de 49 kg et 1 bouteille de 16 kg.</p> <p>L'inspection a en effet constaté que la présence de 2 bouteilles de 49 kg en fonctionnement ; et dans le local de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 bouteilles de 49 kg pleines</li> <li>- 3 bouteilles de 49 kg vides</li> <li>- 1 bouteille de 16 kg pleine</li> </ul> <p>La quantité totale présente est de 457 kg de chlore gazeux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Contrôle périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Directeur indique que le contrôle est prévu le 31/07/2025 par le bureau d'études SOCOTEC.</p> <p>L'inspection a consulté l'avis de visite de la SOCOTEC, daté du 24/06/25, confirmant cette visite sur le site en vue d'y effectuer les Contrôles Périodiques des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, conformément au contrat cadre de prestations N°SOCOTEC 20210095_CRT.</p> <p>La date est en effet fixée au jeudi 31 juillet à 9h30 sur le site de Marmande.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra le rapport du contrôle périodique réalisé par SOCOTEC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 3 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant</p>

<p>que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.</p> <p>Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Directeur indique qu'une vérification des installations électriques est effectué tous les ans par SOCOTEC. Il précise que les écarts relevés ont été traités.</p> <p>Il n'a pas été en mesure de transmettre le rapport de contrôle des installations électriques le jour de l'inspection, mais l'a transmis par mel en date du 31/07/2025. Cette vérification périodique de la Station de Marmande Petit Mayne a été réalisée le 05/02/2024.</p> <p>Le rapport mentionne 19 observations, déjà signalées, relatives aux non-conformités aux textes réglementaires applicables dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 observations sur le POSTE HAUTE TENSION,</li> <li>- 4 observations sur le TGBT USINE,</li> <li>- 1 observations sur le TABLEAU LOCAL COMPRESSEUR,</li> <li>- 3 observations sur le COFFRET ETUVES LABO,</li> <li>- 4 observations sur le TGBT LOCAL PRISE D'EAU GARONNE + FILTRE (FACE USINE CÔTÉ GARONNE)</li> <li>- 3 observations sur les RÉCEPTEURS ET LES PRISES DE COURANT de l'usine de traitement et production d'eau potable.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à une maintenance de ses installations électriques et doit transmettre à l'inspection les justificatifs de la conformité de ses installations vis-à-vis de l'article susvisé suite aux opérations de maintenance réalisées.</p> <p>Lors du prochain contrôle, l'exploitant fera vérifier que l'ensemble des problématiques dues à la présence de chlore ont bien été prises en compte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 4 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de</p>

chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs.

Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un emplacement dédié au stockage de chlore, avec affichage mentionnant les phrases de dangers et des conseils de prudence, est aménagé sous l'escalier extérieur de l'unité de traitement.

Des chaînes fixées sur un rail en acier, permettent le maintien des bouteilles de chlore en position verticale, robinet vers le haut.

Le cadre du local est en acier robuste avec des parois grillagées pour éviter les chocs, et l'escalier en béton sert de toiture.

Le local de stockage extérieur est ainsi ventilé, à l'abri des intempéries et toujours à l'ombre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Connaissance des produits - étiquetage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

Le Directeur a transmis la fiche de données de sécurité du chlore (Formule chimique :  $\text{Cl}_2$  ; N° CAS : 7782-50-5), conforme au règlement REACH modifié par le règlement (CE) N°453/2010, de leur fournisseur Gazechim gaz liquéfié.

L'inspection a constaté que les bouteilles portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage du chlore.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  Le responsable du site présente un état des stocks, indiquant la nature et la quantité des produits détenus à savoir le FLOCULANT (PAX polychlorosulfate d'aluminium), soude, CO <sub>2</sub> (%) et sable. Un autre tableau spécifique au suivi du stock de chlore indique la date / n° bouteille / poids pour les bouteilles pleines et vides. Le directeur précise que ces informations sont complétées dans un tableau dématérialisé, qui a été transmis postérieurement à l'inspection. On remarque que 644 kg ont été livrés le 28/03/2025 mais qu'il y a 408 kg en stock (et 588 kg livrés le 31/12/2022) : ces volumes livrés dépassent le seuil de la déclaration. Le plan général des stockages est affiché dans le bureau et indique l'emplacement du traitement avec les 2 bouteilles de chlore gaz en service, ainsi que l'emplacement du stockage de chlore gaz (représenté à la main).  L'inspection n'a pas constaté la présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie l'écart relevé entre la quantité en stock et la quantité livrée aux 31/12/2022 et 28/03/2025. Il s'organise pour ne pas dépasser le seuil de quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de 500 kg qui nécessite une autorisation environnementale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 7 : Systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.



<p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le responsable du site précise que le système de détection n'est pas obligatoire car l'armoire technique et le local de stockage du chlore sont en extérieur.</p> <p>De plus, le Directeur précise que l'installation se situe à plus de 50 mètres des habitations et des bureaux de VEOLIA susceptibles de recevoir du public.</p> <p>L'inspection a tout de même constaté qu'une consigne décrivant les actions correctives à mettre en œuvre en cas de fuite de chlore est affichée sur la porte, à proximité de l'armoire technique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En l'absence de détecteur de chlore, l'exploitant justifie que l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.</p> <p>L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans l'armoire technique, l'inspection a constaté la présence de 2 chloromètres. Chaque chloromètre est directement fixé sur le robinet de la bouteille de chlore. Pour éviter l'arrêt du</p>

<p>traitement, une des 2 bouteilles est en fonctionnement et l'autre en secours.</p> <p>Une boîte de joints neufs est aussi présente dans l'armoire.</p> <p>Le responsable du site précise la procédure lors d'un changement de bouteille. Il indique que cette intervention ne s'effectue jamais seul ; et à chaque démontage du chloromètre, ils effectuent le changement de joint.</p> <p>Afin de vérifier l'étanchéité, ils utilisent de l'ammoniac car le chlore gazeux produit une fumée blanche au contact de l'ammoniac.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.</p> <p>Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité.</p> <p>« La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que le local est uniquement destiné au stockage du chlore.</p> <p>Les bouteilles sont toutes équipées d'un chapeau pour résister au choc et sont scellées.</p> <p>La capacité unitaire des bouteilles de chlore est de 49 kg et 16 kg, donc bien inférieure à 60 kg.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Moyens de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement des fuites
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacre une procédure spécifique.[...]</p> <p>L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient.[...]</p>
<b>Constats :</b>

Une procédure intitulée "fuite sur bouteille de chlore" est affichée sur la porte à proximité de l'armoire technique, où sont en fonctionnement les 2 bouteilles de chlore.

L'inspection a constaté la présence d'une mallette avec deux cloches de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient.

Le responsable du site précise que ce sont les services de secours qui mettent en place les cloches en cas de fuite, et que les agents s'équipent d'un dispositif de protection respiratoire (masque).

**Type de suites proposées :** Sans suite